



Sommaire

Dans cette newsletter

P2

Mistral AI

Vers une souveraineté technologique en Europe

P3

Transformation & RSE

Quels enjeux pour une transition responsable ?

P4

BCE

Supervision climatique : Place aux sanctions

P5

LCBFT

Affaire Epstein : enjeux de vigilance constante

Bonne lecture de cette nouvelle édition d'OleaNews !



Vers une souveraineté technologique en Europe

Ce n'est pas Bruxelles qui fera l'indépendance technologique de l'Europe, mais d'abord les entreprises prêtes à investir dans l'IA sur le sol européen. À l'heure où l'IA générative devient un levier de puissance économique et géopolitique, une question s'impose : voulons-nous rester de simples clients des plateformes étrangères, ou construire nos propres fondations ?



Actualités

Mistral AI va investir 1,2 milliard d'euros dans un data center dédié à l'IA à Borlänge, en Suède, en partenariat avec EcoDataCenter, avec une mise en service prévue en 2027. Officiellement, il s'agit de renforcer la capacité de calcul pour les futurs modèles. Politiquement, le message est plus large : l'infrastructure critique de l'IA commence à se construire sur le sol européen, sous contrôle d'acteurs européens.



Évolutions

Aujourd'hui, une grande partie de la puissance de calcul utilisée en Europe repose sur les clouds américains. En internalisant une partie de cette "compute layer" en Europe, Mistral contribue à réduire la dépendance structurelle vis-à-vis des GAFAM et à poser les bases d'une véritable "stack IA" européenne : modèles, données et désormais infrastructures. Pour les États comme pour les grands groupes, c'est un enjeu stratégique : pouvoir entraîner et déployer des IA avancées sans exporter leurs données sensibles hors de l'UE.



Enjeux de demain

On parle souvent de "souveraineté numérique" comme d'un concept abstrait. Ce type d'investissement la rend très concrète : l'Europe commence à posséder ses propres rails d'infrastructure IA, capables de soutenir ses ambitions économiques... et de peser vraiment dans la compétition avec les États-Unis et la Chine.



Quels enjeux pour une transition responsable ?

Avec 32% de transformations réalisées en 2024 à l'échelle de l'organisation entière (*17th rapport State of Agile*), la transformation agile s'est imposée comme un levier incontournable de modernisation pour les acteurs bancaires et assurantiels.

En accentuant l'autonomie des équipes et leur réactivité, la transformation agile devient un accélérateur de durabilité qui soulève des enjeux sociaux et environnementaux majeurs.



Actualités

En substituant aux silos fonctionnels des équipes pluridisciplinaires autonomes - squads, tribus, guildes - la transformation agile assure une meilleure autonomie et transversalité des collaborateurs, ainsi que des cycles d'adaptation plus courts. Ces éléments réduisent d'autant l'empreinte carbone des activités, tout en favorisant la croissance des entreprises et leur efficacité. Les démarches réalisées dans le secteur bancaire démontrent aujourd'hui qu'agilité et RSE se renforcent mutuellement.



Évolutions

Entre adaptation continue et transparence, ces entreprises évoluent vers une "agilité responsable", vecteur de développement individuel et d'efficacité collective. Les évolutions technologiques déployées avec l'agilité ont permis d'intégrer l'écoconception et la sobriété numérique dans les projets, tout en valorisant l'engagement des collaborateurs. Désormais, 42% des organisations disposent d'indicateurs mesurant le bien-être et l'impact environnemental du travail dans leurs OKR.



Enjeux de demain

Dans un contexte où plus de 80% des consommateurs considèrent le bien-être comme une priorité de premier ordre, la transformation agile sera de plus en plus moteur de croissance et de confiance. L'agilité intègre progressivement toutes les fonctions de l'entreprise, favorisant l'innovation et l'adoption de nouvelles pratiques ; et avec l'apport de l'IA, ce sera un principe essentiel pour repenser et structurer l'intelligence collective en termes de développement durable.



Supervision climatique : Place aux sanctions

Le risque climatique est désormais traité comme un risque financier à part entière. Il ne relève plus uniquement de la communication extra-financière.

La supervision bancaire européenne entre dans une phase d'application concrète. Les exigences ESG deviennent opposables et contrôlées.

Le message est clair : le climat est un sujet prudentiel.



Actualités

Le 13 février 2026, la Banque Centrale Européenne a infligé une amende de 7,55 millions d'euros au Crédit Agricole. Le superviseur a pointé des insuffisances dans la gestion des risques climatiques. Cette décision marque un tournant dans l'approche européenne. Après plusieurs années de recommandations, la sanction devient effective. Le pilier 2 prudentiel (Bâle III) est mobilisé pour corriger les lacunes identifiées et le climat entre ainsi dans le champ des risques sanctionnables.



Évolutions

Les banques renforcent leurs dispositifs internes et intègrent des stress tests plus exigeants. Les portefeuilles sont évalués selon leur exposition aux risques climatiques et de transition. La gouvernance et la transparence des données deviennent stratégiques. Le coût de la non-conformité est désormais tangible financièrement et en réputation.



Enjeux de demain

La tarification du crédit pourrait évoluer selon l'exposition carbone et certains secteurs verront donc leurs conditions de financement se durcir. La supervision climatique va continuer à monter en intensité. La question pour les différents acteurs n'est plus "faut-il intégrer le climat ?" mais "à quelle vitesse et à quel coût ?". La supervision climatique est entrain de redéfinir le rôle des banques dans la transition.



Affaire Epstein : enjeux de vigilance constante

Jeffrey Epstein, connu pour ses crimes sexuels, a été client de banques internationales. Des documents révèlent qu'en 2007 la succursale parisienne de HSBC avait fermé son compte après détection d'opérations suspectes. D'autres établissements (JPMorgan, Deutsche Bank...) l'ont cependant longtemps servi, malgré ses antécédents criminels, ce qui souligne l'urgence du devoir de vigilance et les dispositifs de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au sein des banques.



Actualités

La presse économique note que certaines banques ont tardé à signaler les flux financiers suspects d'Epstein. Aux États-Unis, des documents montrent que Deutsche Bank n'a fermé tous ses comptes qu'en 2019, après l'arrestation d'Epstein. En France, BNP Paribas a fermé en 2018 un compte lié à Epstein (hérité de Fortis) dès l'éclatement de l'affaire. Ces révélations mettent en lumière le risque de non-respect des obligations LCB/FT par des institutions réputées.



Évolutions

Les autorités ont réagi en renforçant le cadre réglementaire. En 2024, l'Union européenne a adopté un vaste paquet législatif LCB/FT visant à améliorer la traçabilité des transactions et la coopération transfrontalière. En France, le Code monétaire impose une vigilance « renforcée » (art. L.561-10-1 du CMF) dès qu'un client ou une opération présente un risque élevé. Ces mesures obligent les banques à effectuer des examens plus poussés (justificatifs, vérifications) et à renforcer leurs contrôles internes.



Enjeux de demain

La lutte LCB/FT devra conjuguer innovation technologique et coopération internationale. L'IA peut automatiser l'analyse de vastes volumes de données pour identifier des schémas complexes de blanchiment. Les établissements financiers devront aussi renforcer la transparence (bénéficiaires effectifs) et multiplier le partage d'informations entre banques et autorités pour combler les failles du dispositif. L'objectif est d'anticiper les montages illicites et d'accroître la vigilance pour éviter que des individus comme Epstein exploitent les faiblesses du système.



OLEASTER

Contacts



Cédric BENOTEAU

Associé

cedric.benoteau@oleasterconsulting.com



Silvère POUDRÉ

Senior manager

silvere.poudre@oleasterconsulting.com

A propos d'Oleaster

OLEASTER, cabinet de conseil indépendant dédié à la transformation, aide les organisations à s'adapter aux mutations économiques, numériques et sociétales.

Nos équipes réparties en 3 bureaux (Paris, Nantes et Niort) rassemblent des passionnés de la transformation autour d'une même vision du conseil marquée par :

- Une approche collaborative et définitivement centrée-client ;
- La volonté de trouver le meilleur équilibre entre innovation et pragmatisme ;
- L'assurance de donner du sens aux réponses apportées ;
- Beaucoup d'humilité, d'écoute et d'énergie.

OLEASTER vous accompagne sur l'ensemble du cycle de vie de la transformation, mais aussi à travers des expertises spécifiques : innovation organisationnelle, marketing et création de valeur, data, finance et conformité.

Retrouvez toutes nos réalisations sur <https://www.oleasterconsulting.com>